

Convoi de la liberté : le pouvoir panique



[source : Hashtable via RI]

Par Hashtable.

Et voilà donc que les rassemblements routiers canadiens font des émules : en France, de nombreux automobilistes ont décidé de remonter jusqu'à Paris pour réclamer la fin du pass vaccinal et des contraintes sanitaires qui pèsent encore sur le territoire et ce alors que tout indique que la pandémie est à présent terminée. Des individus qui viennent protester à Paris et comptent ne pas se laisser faire ? Mais c'est un véritable crime démocratique, enfin, voyons !

Pensez donc : si on commence à laisser le peuple s'exprimer d'une façon moins camouflable que les défilés du samedi, et, surtout, si l'expression de ce mécontentement se traduit par quelque chose de très visible à la télévision, on prend le risque de voir s'effondrer tout un pan de la communication gouvernementale. Pour rappel, selon cette communication, ceux qui s'opposent à la ségrégation sanitaire des citoyens sont une infime minorité de gens *déplorables*. Très officiellement, il y a une parfaite égalité entre ces rouspéteurs égoïstes et les pires anti-vaccins anti-sciences complotistes d'extrême-droite fasciste (et pourquoi pas anti-féministes, transphobes et homophobes pour faire bonne mesure).

Bref, il n'est absolument pas question de laisser la moindre visibilité à ces groupuscules qui pourraient montrer que le peuple en a maintenant clairement soupé des restrictions et des obligations diverses et entend bien recouvrer cette liberté qu'une minorité de manipulateurs et de manipulés leur a confisqué.

Dès lors et avec la cohérence qui a marqué l'ensemble du quinquennat de Macron, l'État entend maintenant stopper toute circulation de ce « Convoi de la liberté », probablement avec la même compétence qu'il a déployée pour arrêter la circulation du virus : plutôt que de laisser Paris se faire davantage engluer par ce Convoi que par les seules exactions d'Anne Hidalgo, la Préfecture de police et le gouvernement ont donc agi préventivement pour bloquer la capitale, dans une sorte d'auto-sabotage subtil dont on peine à distinguer la logique.



Avec le même sens du timing et de la proportionnalité qui a largement contribué à sa popularité, le préfet Lallemand a donc mobilisé une série de blindés légers de la gendarmerie histoire de faire le sale travail de façon officielle, créant des bouchons massifs autour de la capitale, avant toute exaction éventuelle de ces manifestants pourtant pacifiques, poussant le professionnalisme jusqu'à détruire du mobilier urbain avant que des civils ne s'en occupent. C'est malin.

Paris has banned their Freedom Convoy from entering the city. To stop the convoy, they are blocking the streets themselves.

Right...pic.twitter.com/fapLa58eQY

– Aaron Ginn (@aginnt) February 12, 2022

Notons au passage la diligence avec laquelle le pouvoir actuel a sorti ses joujoux militaires pour calmer les ardeurs de cette foule : pour cette

prétendue « infime minorité », on n'hésite pas à mettre de gros moyens, engins qu'on ne verra jamais déployés dans certaines cités *émotives* où le vivrensemble s'exprime régulièrement de façon effervescente. Il est manifestement bien plus important de réprimer des citoyens lambdas dans leur camping-cars que de faire revenir l'ordre républicain dans les plaques tournantes de la drogue, même lorsqu'elles sont ostensiblement bloquées par les malfrats du cru.

Heureusement que la France reste un grand pays démocratique : on peut toujours y manifester à condition de ne pas se faire remarquer, de ne bloquer personne et de n'exprimer que des slogans neutres sous peine, le cas échéant, de poursuites, d'amendes voire de mutilations.

Les choses sont claires : comme l'expliquent les petits barons de la Macronie avec la même logique implacable qui a donné tout son sel à ce magnifique quinquennat, s'il est parfaitement légal voire désirable de bloquer tout un pays en forçant les citoyens à rester chez eux puis à n'en bloquer qu'une partie sur des critères médicaux, tant Castex que Bayrou et beaucoup d'autres trouveront scandaleux qu'on puisse les bloquer, eux, dans leurs petites allées et venues au moment où la facture commence à drôlement s'allonger et où des individus commencent à leur réclamer des comptes.

Heu... C'était quoi exactement, les confinements, Grand Commissaire au Plan pas totalement quinquennal ? C'est comme le bon et le mauvais chasseur?
<https://t.co/sYxRoray4v>

– Frédéric Mas (@FredericMasCP) February 10, 2022

De façon très claire, le pouvoir en place a donc choisi de criminaliser les citoyens qui manifestent pour retrouver une vie normale dans un pays où plus rien ne justifie aucune des contraintes mises en place. Refusant toute discussion avec ces individus qu'ils savent pertinemment ne pas faire partie de leur électorat, Macron et son gouvernement choisissent donc cette fermeté qui leur a permis de mettre fin au mouvement des Gilets jaunes sans résoudre le moindre des problèmes qui les avaient motivés en premier lieu.



On peut raisonnablement s'interroger sur la pertinence politique de ce mode d'action.

Bien sûr et même si l'apparente gourmandise de Lallemand pour ses troupes et ses blindés cache mal une certaine panique du pouvoir, sur le court terme – celui qui mène à l'élection présidentielle – distribuer des coups de matraque pourrait ne pas coûter trop cher, surtout que, comme rappelé plus haut, le pouvoir ne tape pas sur son électorat et peut donc y aller « de bon cœur ».

Sur le moyen et long termes cependant, ce genre de comportement, étouffant tout dialogue et choisissant le mépris le plus crasse et la violence inutile ne peut amener qu'à une situation inextricable, pour tout dire intenable pour le pouvoir actuel : d'un côté (et c'est sans doute voulu par Macron dans un calcul très dangereux), on peut assister à une forte radicalisation du mouvement actuel, surtout s'il se fait récupérer par une extrême-gauche habituée du coup de poing.

De l'autre cependant, que faire de ces restrictions ubuesques en France alors que les pays, autour, relâchent progressivement les leurs ?

Le moindre relâchement sera une victoire facile pour les mouvements protestataires et une défaite cuisante pour le pouvoir en place qui ne pourra faire passer l'abandon des contraintes pour un geste bienveillant. Et à l'inverse, toute inflexibilité représentera un boulevard pour les opposants politiques qui auront beau jeu de promettre l'arrêt de ces dernières...

Si les élections ne sont pas annulées ou reportées d'ici là, il ne reste que deux mois à Macron pour assainir la situation sociale du pays, particulièrement explosive. Il serait sain de douter qu'il en sera capable et il serait même raisonnable de parier le contraire.

Comme je l'ai écrit dans un précédent billet, à partir de maintenant, toutes les saloperies de sa part sont imaginables, y compris les pires.